

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2068

[2009/202463]

30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux centres publics d'action sociale de la Région wallonne à l'exception des centres publics d'action sociale de la Communauté germanophone

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 septembre 1976 organique des centres publics d'action sociale, notamment l'article 105, alinéa 2, 2°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 fixant les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux centres publics d'aide sociale de la Région wallonne à l'exception des centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 février 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 février 2009;

Vu l'avis 46.267/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 avril 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à tous les centres publics d'action sociale situés en Région wallonne à l'exclusion des centres publics d'action sociale de la Région linguistique de langue allemande.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, les statistiques s'entendent exclusion faite des données relatives aux centres publics d'action sociale situés sur le territoire de la Région linguistique de langue allemande.

§ 3. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- le centre : tout centre public d'action sociale situé en Région wallonne à l'exclusion des centres publics d'action sociale situés sur le territoire de la Région linguistique de langue allemande;

- l'année de répartition : l'année à laquelle se rapporte la répartition du fonds spécial de l'aide sociale.

Art. 3. Le Fonds spécial de l'aide sociale est réparti selon les règles et l'ordre définis dans les articles suivants.

Art. 4. § 1^{er}. Il est octroyé à chaque centre une quote-part minimale d'un montant repris en annexe du présent arrêté.

§ 2. Pour l'année de répartition 2009, la quote-part minimale est égale au montant repris en annexe du présent arrêté. La quote-part minimale diminue ensuite chaque année d'un quart du montant initial repris en annexe pour être ensuite réduite à zéro à partir de 2013.

Art. 5. Après déduction de la quote-part minimale visée à l'article 4, le solde du Fonds spécial de l'aide sociale est réparti en cinq dotations auxquelles correspondent les enveloppes budgétaires suivantes :

- 5 pour cent attribués à la dotation "Centre urbain ou centre universitaire";

- 37 pour cent attribués à la dotation "Travailleurs sociaux";

- 37 pour cent attribués à la dotation "Intégration sociale et insertion professionnelle";

- 16 pour cent attribués à la dotation "Famille et Bien-être";

- 5 pour cent attribués à la dotation "Hébergement".

Art. 6. La dotation "Centre urbain ou centre universitaire" est répartie entre les centres des communes comptant plus de 50 000 habitants et les centres des communes comptant moins de 50 000 habitants abritant sur leur territoire une université de la Communauté française habilitée à organiser des études universitaires sur base du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités. Cette répartition se fait au prorata de la population située sur le territoire de la commune du centre au 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année de répartition.

Art. 7. La dotation "Travailleurs sociaux" est répartie entre les centres au prorata du nombre total de travailleurs sociaux statutaires, contractuels ou APE, à durée indéterminée, y compris les agents d'encadrement des équipes sociales titulaires d'un diplôme de travailleur social, renseignés en équivalent temps plein par le centre au 31 décembre de l'année qui précède l'année de répartition étant entendu que

- 1 travailleur social statutaire est comptabilisé pour 1,5 travailleur social

- 1 travailleur social contractuel est comptabilisé pour 0,75 travailleur social

- 1 travailleur social APE est comptabilisé pour 0,50 travailleur social.

Art. 8. La dotation "Intégration sociale et insertion professionnelle" est composée de 2 tranches :

- la tranche intégration sociale équivalente à 7 % du solde du Fonds spécial de l'aide sociale est répartie entre les centres proportionnellement au nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration pris en charge par le centre au 31 décembre de l'année qui précède l'année de répartition, hors les bénéficiaires de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.;

- la tranche insertion professionnelle équivalente à 30 % du solde du Fonds spécial de l'aide sociale est répartie entre les centres au prorata du nombre total de jours prestés ou assimilés au cours de l'année qui précède l'année de répartition par les personnes mises au travail dans le cadre de contrats d'intégration sociale en application des 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale. Le nombre de jours prestés ou assimilés est celui renseigné sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2005 portant exécution, en ce qui concerne l'intégration professionnelle des ayants droits à l'intégration sociale, du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matières de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé.

Art. 9. La dotation "Famille et Bien-être" est subdivisée en 3 tranches

- la tranche aide aux familles équivalente à 10 % du solde du Fonds spécial de l'aide sociale est répartie entre les centres proportionnellement au nombre d'heures prestées à domicile sur le territoire de la commune du centre, par le centre ou par une institution publique ou privée avec laquelle le centre a conclu une convention écrite, pour l'aide aux familles durant l'année qui précède l'année de répartition;

- la tranche repas à domicile équivalente à 5 % du solde du Fonds spécial de l'aide sociale est répartie entre les centres au prorata du nombre de repas servis à domicile par le centre sur le territoire de la commune du centre durant l'année qui précède l'année de répartition;

- la tranche soins à domicile équivalente à 1 % du solde du Fonds spécial de l'aide sociale est répartie entre les centres proportionnellement au nombre d'infirmières occupées, en équivalents temps plein, au 31 décembre de l'année qui précède l'année de répartition dans le cadre des services de soins à domicile organisés par le centre sur le territoire de la commune du centre.

Art. 10. La dotation "Hébergement" est répartie entre les centres au prorata du nombre total de lits de maisons de repos ou de maisons de repos et de soins agréés et gérés par le centre, les lits agréés pour enfants mineurs en vertu du décret du 4 mars 1991 de la Communauté française relatif à l'aide à la jeunesse et concernant les services d'accueil et d'aide éducative (SAAE) et gérés par le centre et les places maximales disponibles dans les abris de nuits agréés par la Région wallonne et situés sur le territoire de la commune siège du centre au 31 décembre de l'année qui précède l'année de répartition.

Art. 11. § 1^{er}. Le montant attribué à chaque centre et correspondant aux 5 dotations visées à l'article 5 est corrigé selon un coefficient correcteur qui correspond au rapport entre d'une part le nombre par habitant, de bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance, de la commune siège du centre et d'autre part le nombre par habitant de bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance de la Région wallonne à l'exclusion des communes de la région linguistique de langue allemande. Ce coefficient correcteur ne pourra jamais être inférieur à la valeur de 0,70.

§ 2. Pour calculer le coefficient correcteur, le nombre de bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance est celui visé à l'article 37, §§ 1^{er} et 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Le nombre de bénéficiaires pris en compte est celui renseigné au 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année de répartition par le SPF Sécurité sociale et le nombre d'habitants est celui renseigné au 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année de répartition

§ 3. Le montant ainsi corrigé pour chaque centre est ensuite adapté proportionnellement au montant du solde du Fonds spécial de l'aide sociale.

Art. 12. La dotation définitive revenant à chaque centre dans le Fonds spécial de l'aide sociale est la somme de la quote-part minimale visée à l'article 4 et du montant visé à l'article 11, § 3.

Art. 13. § 1^{er}. Les informations nécessaires à l'application du présent arrêté doivent être fournies par le centre dans le mois de la demande qui lui en est faite et ce via un formulaire défini par le Ministre ayant l'Action sociale dans ses compétences. Elles seront accompagnées d'une déclaration sur l'honneur du Président et du Secrétaire du centre.

§ 2. Lorsqu'un centre n'a pas communiqué les données pour la date fixée, il est tenu compte, pour le calcul de sa dotation dans le Fonds spécial de l'aide sociale, de la moitié des données les plus récentes connues du Ministre.

§ 3. Les informations transmises par le centre pourront être vérifiées par la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et santé du Service public de Wallonie. Le centre sera informé de toute rectification d'une donnée utilisée pour le calcul de sa dotation dans le Fonds spécial de l'aide sociale.

Art. 14. Une avance sur leur dotation définitive dans le Fonds spécial de l'aide sociale est versée aux centres le dernier jour ouvrable du 1^{er} trimestre de l'année de répartition. Cette avance correspond à 60 % de la dotation attribuée l'année précédant l'année de répartition. Le solde de la dotation définitive est liquidé au plus tard pour le 1^{er} décembre de l'année de répartition.

Art. 15. Si le montant de l'avance versée à un centre est supérieur à sa dotation définitive, la différence est récupérée par le caissier de la Région wallonne qui en débite le compte ouvert au centre.

Art. 16. Tous les deux ans, un rapport est rédigé à destination du Gouvernement wallon par la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et santé du Service public de Wallonie. Ce rapport évaluera l'impact de la mise en œuvre du mécanisme de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale sur l'activité des C.P.A.S. en matière de politique d'action sociale. Ce rapport sera transmis au Parlement wallon.

Art. 17. L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 fixant les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux centres publics d'action sociale de la Région wallonne à l'exception des centres publics d'action sociale de la Communauté germanophone est abrogé.

Art. 18. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

ANNEXE

INS	C.P.A.S.	Quote-part minimale garantie
25005	Beauvechain	20.194,13
25014	Braine-l'Alleud	189.838,99
25015	Braine-le-Château	57.638,93
25018	Chaumont-Gistoux	24.588,81
25023	Court-Saint-Etienne	66.564,00
25031	Genappe	61.197,96
25037	Grez-Doiceau	67.100,30
25043	Incourt	12.218,59
25044	Ittre	97.779,25
25048	Jodoigne	83.023,48
25050	La Hulpe	33.179,56
25068	Mont-Saint-Guibert	26.320,95
25072	Nivelles	188.772,24
25084	Perwez	80.645,71
25091	Rixensart	271.068,10
25105	Tubize	205.124,69
25107	Villers-la-Ville	61.957,35
25110	Waterloo	205.074,64
25112	Wavre	196.371,64
25117	Chastre	34.924,67
25118	Hélicine	24.282,98
25119	Lasne	30.704,12
25120	Orp-Jauche	29.406,72
25121	Ottignies-Louvain-la-Neuve	250.958,38
25122	Ramillies	25.218,72
25123	Rebecq	130.231,42
25124	Walhain	23.476,31
51004	Ath	273.424,40
51008	Belœil	132.923,19
51009	Bernissart	82.199,20
51012	Brugellette	60.550,20
51014	Chièvres	58.353,53
51017	Ellezelles	49.956,78
51019	Flobecq	13.482,78
51065	Frasnes-lez-Anvaing	89.371,74
52010	Chapelle-lez-Herlaimont	250.520,97
52011	Charleroi	6.457.093,69
52012	Châtelet	595.087,32
52015	Courcelles	438.469,10
52018	Farciennes	223.019,48
52021	Fleurus	496.665,56
52022	Fontaine-l'Evêque	210.267,50
52025	Gerpennes	35.751,70
52043	Manage	320.365,10
52048	Montigny-le-Tilleul	95.937,77
52055	Pont-à-Celles	146.649,00
52063	Seneffe	168.739,97
52074	Aiseau-Presles	142.471,56
52075	Les Bons Villers	43.454,61

INS	C.P.A.S.	Quote-part minimale garantie
53014	Boussu	196.161,21
53020	Dour	148.179,56
53028	Frameries	322.686,28
53039	Hensies	70.812,92
53044	Jurbise	232.493,12
53046	Lens	17.508,33
53053	Mons	2.226.530,45
53065	Quaregnon	306.559,36
53068	Quiévrain	52.175,29
53070	Saint-Ghislain	308.979,21
53082	Colfontaine	198.139,56
53083	Honnelles	33.514,71
53084	Quévy	99.784,26
54007	Mouscron	676.301,31
54010	Comines-Warneton	355.667,28
55004	Braine-le-Comte	242.838,80
55010	Enghien	93.870,89
55022	La Louvière	1.211.935,16
55023	Lessines	208.348,43
55035	Le Rœulx	88.059,92
55039	Silly	18.187,60
55040	Soignies	347.771,34
55050	Ecaussinnes	149.759,82
56001	Anderlues	119.326,62
56005	Beaumont	86.113,68
56011	Binche	512.662,66
56016	Chimay	122.746,18
56022	Erquelinnes	116.218,76
56029	Froidchapelle	26.615,10
56044	Lobbès	54.136,26
56049	Merbes-le-Château	63.388,06
56051	Momignies	71.205,87
56078	Thuin	110.038,62
56085	Estinnes	67.961,97
56086	Ham-sur-Heure-Nalinnes	64.833,69
56087	Morlanwelz	200.357,01
56088	Sivry-Rance	35.365,88
57003	Antoing	101.084,10
57018	Celles	81.889,60
57027	Estaimpuis	59.792,60
57062	Pecq	131.113,93
57064	Péruwelz	384.809,69
57072	Rumes	30.338,77
57081	Tournai	1.044.953,03
57093	Brunehaut	45.423,25
57094	Leuze-en-Hainaut	179.810,04
57095	Mont-de-l'Enclus	21.403,62
61003	Amay	115.790,94
61010	Burdinne	10.947,89
61012	Clavier	27.259,24

INS	C.P.A.S.	Quote-part minimale garantie
61019	Ferrières	40.496,60
61024	Hamoir	31.992,83
61028	Héron	33.929,55
61031	Huy	393.799,62
61039	Marchin	46.897,48
61041	Modave	28.913,96
61043	Nandrin	36.196,70
61048	Ouffet	21.182,29
61063	Verlaine	28.375,50
61068	Villers-le-Bouillet	68.323,80
61072	Wanze	153.068,28
61079	Anthignes	13.963,79
61080	Engis	68.081,19
61081	Tinlot	17.499,85
62003	Ans	202.308,57
62006	Awans	50.872,06
62009	Aywaille	91.499,48
62011	Bassenge	65.979,11
62015	Beyne-Heusay	94.399,53
62022	Chaufontaine	171.303,22
62026	Comblain-au-Pont	25.242,92
62027	Dalhem	27.383,48
62032	Esneux	78.940,52
62038	Fléron	104.556,92
62051	Herstal	615.866,58
62060	Juprelle	38.040,67
62063	Liège	6.457.093,69
62079	Oupeye	350.540,65
62093	Saint-Nicolas	245.163,59
62096	Seraing	1.473.677,94
62099	Soumagne	164.992,59
62100	Sprimont	90.031,61
62108	Visé	240.920,80
62118	Grâce-Hollogne	252.124,79
62119	Blegny	45.182,78
62120	Flémalle	267.792,86
62121	Neupré	69.084,72
62122	Trooz	56.054,59
63003	Aubel	44.758,52
63004	Baelen	33.146,34
63020	Dison	310.195,74
63035	Herve	163.196,52
63038	Jalhay	40.823,86
63045	Lierneux	19.841,21
63046	Limbourg	65.581,23
63049	Malmedy	123.849,89
63057	Olné	21.860,87
63058	Pepinster	109.950,71
63072	Spa	133.488,33
63073	Stavelot	117.538,85

INS	C.P.A.S.	Quote-part minimale garantie
63075	Stoumont	27.794,55
63076	Theux	83.002,05
63079	Verviers	1.625.960,46
63080	Waimès	62.686,27
63084	Welkenraedt	79.848,52
63086	Trois-Ponts	35.545,98
63088	Plombières	83.205,54
63089	Thimister-Clermont	49.885,82
64008	Berloz	20.538,17
64015	Braives	24.409,95
64021	Crisnée	15.654,49
64023	Donceel	16.492,88
64025	Fexhe-le-Haut-Clocher	20.289,32
64029	Geer	20.667,27
64034	Hannut	94.972,42
64047	Lincet	14.194,21
64056	Oreye	34.747,95
64063	Remicourt	26.213,75
64065	Saint-Georges-sur-Meuse	121.685,46
64074	Waremmè	97.757,65
64075	Wasseiges	24.207,73
64076	Faimes	21.294,42
81001	Arlon	435.169,54
81003	Attert	10.018,72
81004	Aubange	201.998,07
81013	Martelange	20.360,47
81015	Messancy	44.788,79
82003	Bastogne	165.438,65
82005	Bertogne	17.545,82
82009	Fauvillers	16.134,36
82014	Houffalize	70.695,50
82032	Vielsalm	73.469,51
82036	Vaux-sur-Sûre	14.474,23
82037	Gouvy	32.501,94
82038	Sainte-Ode	19.366,02
83012	Durbuy	95.375,80
83013	Erezée	47.110,78
83028	Hotton	59.906,63
83031	La Roche-en-Ardenne	72.408,71
83034	Marche-en-Famenne	194.248,95
83040	Nassogne	35.981,32
83044	Rendeux	44.313,67
83049	Tenneville	31.571,98
83055	Manhay	24.387,89
84009	Bertrix	104.439,93
84010	Bouillon	86.883,15
84016	Daverdisse	8.305,07
84029	Herbeumont	11.867,08
84033	Léglise	22.408,73
84035	Libin	38.608,27

INS	C.P.A.S.	Quote-part minimale garantie
84043	Neufchâteau	66.665,79
84050	Paliseul	30.711,23
84059	Saint-Hubert	78.710,65
84068	Tellin	28.681,22
84075	Wellin	13.504,03
84077	Libramont-Chevigny	62.035,79
85007	Chiny	70.494,85
85009	Etalle	45.348,27
85011	Florenville	113.773,47
85024	Meix-devant-Virton	9.592,03
85026	Musson	27.415,98
85034	Saint-Léger	30.256,70
85039	Tintigny	13.569,46
85045	Virton	125.930,24
85046	Habay	51.575,93
85047	Rouvroy	16.592,59
91005	Anhée	59.644,53
91013	Beauraing	82.682,86
91015	Bièvre	40.392,28
91030	Ciney	166.958,41
91034	Dinant	121.283,55
91054	Gedinne	38.625,33
91059	Hamois	31.424,88
91064	Havelange	17.613,37
91072	Houyet	33.835,81
91103	Onhaye	25.391,64
91114	Rochefort	110.223,71
91120	Somme-Leuze	36.765,21
91141	Yvoir	52.089,81
91142	Hastière	76.075,36
91143	Vresse-sur-Semois	39.029,56
92003	Andenne	263.777,83
92006	Assesse	204.716,70
92035	Eghezée	69.030,59
92045	Floreffe	51.315,83
92048	Fosses-la-Ville	67.500,02
92054	Gesves	42.005,26
92087	Mettet	89.113,05
92094	Namur	1.403.606,60
92097	Ohey	22.078,48
92101	Profondeville	65.670,76
92114	Sombreffe	20.358,58
92137	Sambreville	336.584,21
92138	Fernelmont	45.619,08
92140	Jemeppe-sur-Sambre	207.381,03
92141	La Bruyère	26.598,23
92142	Gembloux	207.106,23
93010	Cerfontaine	27.962,17
93014	Couvin	153.174,48
93018	Doische	11.217,47

INS	C.P.A.S.	Quote-part minimale garantie
93022	Florennes	100.635,80
93056	Philippeville	94.933,23
93088	Walcourt	92.666,22
93090	Viroinval	89.065,87

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 fixant les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux centres publics d'action sociale de la Région wallonne à l'exception des centres publics d'action sociale de la Communauté germanophone.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2068

[2009/202463]

30 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de objectieve criteria voor de verdeling van het "Fonds spécial de l'aide sociale" (Speciaal fonds voor sociale hulpverlening) die toekomt aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap

De Waalse Regering,

Gelet op de organieke wet van 8 september 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 105, tweede lid, 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 februari 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 februari 2009;

Gelet op advies 46.267/4 van de Raad van State, gegeven 20 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. § 1. Dit besluit is van toepassing op alle openbare centra voor maatschappelijk welzijn gevestigd in het Waalse Gewest, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Duitse taalgebied van het Gewest.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit houden de statistieken geen rekening met de gegevens betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Duitse taalgebied van het Gewest.

§ 3. In de zin van dit artikel wordt verstaan onder :

- het centrum : elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gevestigd in het Waalse Gewest, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn gelegen op het grondgebied van het Duitse taalgebied;

- verdelingsjaar : het jaar waarop de verdeling van het "Fonds spécial de l'aide sociale" slaat.

Art. 3. Het "Fonds spécial de l'aide sociale" wordt verdeeld volgens de regels en in de volgorde die hieronder opgegeven worden.

Art. 4. § 1. Elk centrum ontvangt een minimumaandeel van een bedrag vermeld in bijlage bij dit besluit.

§ 2. Voor het verdelingsjaar 2009 is het minimumaandeel gelijk aan het bedrag vermeld in bijlage bij dit besluit. Het minimumaandeel wordt daarna jaarlijks verminderd met een vierde van het beginbedrag vermeld in bijlage om vervolgens tot nul herleid te worden vanaf 2013.

Art. 5. Na aftrekking van het minimumaandeel bedoeld in artikel 4 wordt het saldo van het "Fonds spécial de l'aide sociale" verdeeld in vijf dotaties die overeenstemmen met de volgende budgettaire enveloppen :

- 5 % toegekend aan de dotatie "Centre urbain ou centre universitaire" (Stedelijk centrum of universitair centrum);

- 37 % toegekend aan de dotatie "Travailleurs sociaux" (Maatschappelijke werkers);

- 37 % toegekend aan de dotatie "Intégration sociale et insertion professionnelle" (Sociale integratie en inschakeling op de arbeidsmarkt);

- 16 % toegekend aan de dotatie "Famille et bien-être" (Gezin en welzijn);

- 5 % toegekend aan de dotatie "Hébergement" (Huisvesting).

Art. 6. De dotatie "Centre urbain ou centre universitaire" wordt verdeeld onder de centra van de gemeenten met meer dan 50 000 inwoners en de centra van de gemeenten met minder dan 50 000 inwoners op het grondgebied waarvan een universiteit van de Franse Gemeenschap gevestigd is die bevoegd is om universitaire studies te organiseren krachtens het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten. Die dotatie wordt verdeeld naar rato van het aantal inwoners gevestigd op het grondgebied van de gemeente van het centrum op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar.

Art. 7. De dotatie "Travailleurs sociaux" wordt voor onbepaalde duur verdeeld onder de centra naar rato van het totaal aantal maatschappelijke werkers, statutaire, contractuele of APE, met inbegrip van de personeelsleden voor de begeleiding van de maatschappelijke ploegen die houder zijn van een diploma van maatschappelijk werker, aangegeven in voltijds equivalent door het centrum op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar, met dien verstande dat :

- 1 statutaire maatschappelijk werker voor 1,5 maatschappelijk werker telt;
- 1 contractuele maatschappelijk werker voor 0,75 maatschappelijk werker telt;
- 1 APE maatschappelijk werker voor 0,50 maatschappelijk werker telt.

Art. 8. De dotatie "Intégration sociale et insertion professionnelle" bestaat uit 2 schijven :

- de schijf sociale integratie, gelijk aan 7 % van het saldo van het "Fonds spécial de l'aide sociale", die onder de centra verdeeld wordt naar rato van het aantal rechthebbenden op het integratie inkomen dat door het centrum ten laste genomen wordt op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar, behalve de rechthebbenden bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s;

- de schijf inschakeling op de arbeidsmarkt, gelijk aan 30 % van het saldo van het "Fonds spécial de l'aide sociale", die onder de centra verdeeld wordt naar rato van het aantal dagen gepresteerd (of daarmee gelijkgesteld) in de loop van het verdelingsjaar door de personen tewerkgesteld in het raam van sociale integratiecontracten overeenkomstig de artikelen 60, § 7, en 61, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s. Het aantal gepresteerde of daarmee gelijkgestelde dagen is het aantal dat aangegeven wordt op basis van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2005 tot uitvoering, wat betreft de inschakeling op de arbeidsmarkt van de rechthebbenden op sociale integratie, van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie en schulden, sociale actie en gezondheid.

Art. 9. De dotatie "Famille et bien-être" wordt onderverdeeld in 3 schijven :

- de schijf "aide aux familles", gelijk aan 10 % van het saldo van het "Fonds spécial de l'aide sociale" wordt onder de centra verdeeld naar rato van het aantal uren die op het grondgebied van de gemeente van het centrum aan huis gepresteerd worden door het centrum of door een openbare of privéinstelling waarmee het centrum een geschreven overeenkomst voor gezinshulp heeft gesloten in de loop van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat;

- de schijf "repas à domicile", gelijk aan 5 % van het saldo van het "Fonds spécial de l'aide sociale", die onder de centra verdeeld wordt naar rato van het aantal maaltijden die door het centrum aan huis opgediend worden in de loop van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat;

- de schijf "soins à domicile", gelijk aan 1 % van het saldo van het "Fonds spécial de l'aide sociale", die onder de centra verdeeld wordt naar rato van het aantal voltijds equivalent verpleegsters tewerkgesteld op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar in het raam van de thuiszorgverlening georganiseerd door het centrum op het grondgebied van de gemeente van het centrum.

Art. 10. De dotatie "Hébergement" wordt onder de centra verdeeld naar rato van het totaal aantal bedden van rustoorden en verzorgingstehuizen erkend en beheerd door het centrum, de bedden voor minderjarige kinderen erkend krachtens het decreet van 4 maart 1991 van de Franse Gemeenschap inzake hulpverlening aan de jeugd en betreffende de onthaaldiensten en educatieve hulpdiensten (SAAE) en beheerd door het centrum en het maximumaantal plaatsen beschikbaar in de nachtsielen erkend door het Waalse Gewest en gevestigd op het grondgebied van de gemeente zetel van het centrum op 31 december van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 11. § 1. Het bedrag dat aan elk centrum toegekend wordt en dat strookt met de 5 dotaties bedoeld in artikel 5 wordt bijgestuurd aan de hand van een corrigerende coëfficiënt die overeenstemt met de verhouding tussen, enerzijds, het aantal rechthebbenden op de verhoogde tegemoetkoming van de verzekering per inwoner van de gemeente zetel van het centrum en, anderzijds, het aantal rechthebbenden op de verhoogde tegemoetkoming van de verzekering van het Gewest per inwoner, met uitsluiting van de gemeenten van het Duitse taalgebied van het Gewest. Die corrigerende coëfficiënt is nooit lager dan de waarde 0,70.

§ 2. Om de corrigerende coëfficiënt te berekenen is het aantal rechthebbenden op de verhoogde tegemoetkoming van de verzekering het aantal bedoeld in artikel 37, §§ 1 en 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. Het in aanmerking genomen aantal rechthebbenden is het aantal opgegeven door de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid en het aantal inwoners is het aantal opgegeven op 1 januari van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

§ 3. Het aldus gecorrigeerde bedrag wordt vervolgens verhoudingsgewijs aangepast aan het bedrag van het saldo van het "Fonds spécial de l'aide sociale".

Art. 12. De definitieve dotatie die aan elk centrum in het "Fonds spécial de l'aide sociale" toekomt is de som van het minimumaandeel bedoeld in artikel 4 en van het bedrag bedoeld in artikel 11, § 3.

Art. 13. § 1. De nodige gegevens voor de toepassing van dit besluit worden door het centrum verstrekt binnen de maand waarin de aanvraag hem toegestuurd wordt. Daartoe wordt gebruik gemaakt van een formulier waarvan het model door de Minister van Sociale Actie vastgelegd wordt. De gegevens gaan vergezeld van een verklaring op erewoord van de voorzitter en de secretaris van het centrum.

§ 2. Wanneer een centrum de gegevens niet binnen de voorgeschreven termijn heeft meegedeeld, wordt zijn dotatie in het "Fonds spécial de l'aide sociale" berekend met inachtneming van de helft van de meest recente gegevens waarvan de Minister kennis heeft.

De door het centrum verstrekte gegevens kunnen geverifieerd worden door het Operationele Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst. Het centrum wordt in kennis gesteld van elke rechtzetting van een gegeven gebruikt voor de berekening van zijn dotatie in het "Fonds spécial de l'aide sociale".

Art. 14. Er wordt een voorschot op de definitieve dotatie in het "Fonds spécial de l'aide sociale" aan de centra gestort op de laatste werkdag van het eerste kwartaal van het verdelingsjaar. Dat voorschot is gelijk aan 60 % van de dotatie toegekend in de loop van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat. Het saldo van de definitieve dotatie wordt betaald uiterlijk 1 december van het verdelingsjaar.

Art. 15. Indien het bedrag van het voorschot dat aan een centrum gestort wordt hoger is dan zijn definitieve dotatie, wordt het verschil ingevorderd door de kashouder van het Waalse Gewest, die het aftrekt van de rekening die voor het centrum is geopend.

Art. 16. Om de twee jaar wordt door het Operationele Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst een rapport aan de Waalse Regering overgelegd. Dat rapport bevat een evaluatie van de weerslag van de tenuitvoerlegging van het verdelingsmechanisme van het "Fonds spécial de l'aide sociale" op de activiteit van de O.C.M.W.'s wat het beleid inzake sociale actie betreft. Dat rapport wordt aan het Waals Parlement overgemaakt.

Art. 17. Het besluit van de Waalse Regering van 23 april 1995 tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 18. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

BIJLAGE

INS	O.C.M.W.	Gewaarborgd minimumaandeel
25005	Beauvechain	20.194,13
25014	Eigenbrakel	189.838,99
25015	Kasteelbrakel	57.638,93
25018	Chaumont-Gistoux	24.588,81
25023	Court-Saint-Etienne	66.564,00
25031	Genepiën	61.197,96
25037	Grez-Doiceau	67.100,30
25043	Incourt	12.218,59
25044	Itter	97.779,25
25048	Geldenaken	83.023,48
25050	Terhulpen	33.179,56
25068	Mont-Saint-Guibert	26.320,95
25072	Nijvel	188.772,24
25084	Perwijs	80.645,71
25091	Rixensart	271.068,10
25105	Tubeke	205.124,69
25107	Villers-la-Ville	61.957,35
25110	Waterloo	205.074,64
25112	Waver	196.371,64
25117	Chastre	34.924,67
25118	Heilisse	24.282,98
25119	Lasne	30.704,12
25120	Orp-Jauche	29.406,72
25121	Ottignies-Louvain-la-Neuve	250.958,38
25122	Ramillies	25.218,72
25123	Rebecq	130.231,42
25124	Walhain	23.476,31
51004	Aat	273.424,40
51008	Belœil	132.923,19
51009	Bernissart	82.199,20
51012	Brugelette	60.550,20
51014	Chievres	58.353,53
51017	Elzele	49.956,78
51019	Vloesberg	13.482,78
51065	Frasnes-lez-Anvaing	89.371,74
52010	Chapelle-lez-Herlaimont	250.520,97
52011	Charleroi	6.457.093,69
52012	Châtelet	595.087,32

INS	O.C.M.W.	Gewaarborgd minimumaandeel
52015	Courcelles	438.469,10
52018	Farciennes	223.019,48
52021	Fleurus	496.665,56
52022	Fontaine-l'Evêque	210.267,50
52025	Gerpennes	35.751,70
52043	Manage	320.365,10
52048	Montigny-le-Tilleul	95.937,77
52055	Pont-à-Celles	146.649,00
52063	Seneffe	168.739,97
52074	Aiseau-Presles	142.471,56
52075	Les Bons Villers	43.454,61
53014	Boussu	196.161,21
53020	Dour	148.179,56
53028	Frameries	322.686,28
53039	Hensies	70.812,92
53044	Jurbeke	232.493,12
53046	Lens	17.508,33
53053	Bergen	2.226.530,45
53065	Quaregnon	306.559,36
53068	Quiévrain	52.175,29
53070	Saint-Ghislain	308.979,21
53082	Colfontaine	198.139,56
53083	Honnelles	33.514,71
53084	Quévy	99.784,26
54007	Moeskroen	676.301,31
54010	Komen-Waasten	355.667,28
55004	's-Gravenbrakel	242.838,80
55010	Edingen	93.870,89
55022	La Louvière	1.211.935,16
55023	Lessen	208.348,43
55035	Le Rœulx	88.059,92
55039	Silly	18.187,60
55040	Zinnik	347.771,34
55050	Ecaussinnes	149.759,82
56001	Anderlues	119.326,62
56005	Beaumont	86.113,68
56011	Binche	512.662,66
56016	Chimay	122.746,18
56022	Erquelinnes	116.218,76
56029	Froidchapelle	26.615,10
56044	Lobbès	54.136,26
56049	Merbes-le-Château	63.388,06
56051	Momignies	71.205,87
56078	Thuin	110.038,62
56085	Estinnes	67.961,97
56086	Ham-sur-Heure-Nalinnes	64.833,69
56087	Morlanwelz	200.357,01
56088	Sivry-Rance	35.365,88
57003	Antoing	101.084,10
57018	Celles	81.889,60

INS	O.C.M.W.	Gewaarborgd minimumaandeel
57027	Estaimpuis	59.792,60
57062	Pecq	131.113,93
57064	Péruwelz	384.809,69
57072	Rumes	30.338,77
57081	Doornik	1.044.953,03
57093	Brunehaut	45.423,25
57094	Leuze-en-Hainaut	179.810,04
57095	Kluisberg	21.403,62
61003	Amay	115.790,94
61010	Burdinne	10.947,89
61012	Clavier	27.259,24
61019	Ferrières	40.496,60
61024	Hamoir	31.992,83
61028	Héron	33.929,55
61031	Hoei	393.799,62
61039	Marchin	46.897,48
61041	Modave	28.913,96
61043	Nandrin	36.196,70
61048	Ouffet	21.182,29
61063	Verlaine	28.375,50
61068	Villers-le-Bouillet	68.323,80
61072	Wanze	153.068,28
61079	Anthignes	13.963,79
61080	Engis	68.081,19
61081	Tinlot	17.499,85
62003	Ans	202.308,57
62006	Awans	50.872,06
62009	Aywaille	91.499,48
62011	Bitsingen	65.979,11
62015	Beyne-Heusay	94.399,53
62022	Chaufontaine	171.303,22
62026	Comblain-au-Pont	25.242,92
62027	Dalhem	27.383,48
62032	Esneux	78.940,52
62038	Fléron	104.556,92
62051	Herstal	615.866,58
62060	Juprelle	38.040,67
62063	Luik	6.457.093,69
62079	Oupeye	350.540,65
62093	Saint-Nicolas	245.163,59
62096	Seraing	1.473.677,94
62099	Soumagne	164.992,59
62100	Sprimont	90.031,61
62108	Wezet	240.920,80
62118	Grâce-Hollogne	252.124,79
62119	Blegny	45.182,78
62120	Flémalle	267.792,86
62121	Neupré	69.084,72
62122	Trooz	56.054,59
63003	Aubel	44.758,52

INS	O.C.M.W.	Gewaarborgd minimumaandeel
63004	Baelen	33.146,34
63020	Dison	310.195,74
63035	Herve	163.196,52
63038	Jalhay	40.823,86
63045	Lierneux	19.841,21
63046	Limbourg	65.581,23
63049	Malmedy	123.849,89
63057	Olne	21.860,87
63058	Pepinster	109.950,71
63072	Spa	133.488,33
63073	Stavelot	117.538,85
63075	Stoumont	27.794,55
63076	Theux	83.002,05
63079	Verviers	1.625.960,46
63080	Waimès	62.686,27
63084	Welkenraedt	79.848,52
63086	Trois-Ponts	35.545,98
63088	Plombières	83.205,54
63089	Thimister-Clermont	49.885,82
64008	Berloz	20.538,17
64015	Braives	24.409,95
64021	Crisnée	15.654,49
64023	Donceel	16.492,88
64025	Fexhe-le-Haut-Clocher	20.289,32
64029	Geer	20.667,27
64034	Hannuit	94.972,42
64047	Lincent	14.194,21
64056	Oreye	34.747,95
64063	Remicourt	26.213,75
64065	Saint-Georges-sur-Meuse	121.685,46
64074	Borgworm	97.757,65
64075	Wasseiges	24.207,73
64076	Faimès	21.294,42
81001	Aarlen	435.169,54
81003	Attert	10.018,72
81004	Aubange	201.998,07
81013	Martelange	20.360,47
81015	Messancy	44.788,79
82003	Bastenaken	165.438,65
82005	Bertogne	17.545,82
82009	Fauvillers	16.134,36
82014	Houffalize	70.695,50
82032	Vielsalm	73.469,51
82036	Vaux-sur-Sûre	14.474,23
82037	Gouvy	32.501,94
82038	Sainte-Ode	19.366,02
83012	Durbuy	95.375,80
83013	Erezée	47.110,78
83028	Hotton	59.906,63
83031	La Roche-en-Ardenne	72.408,71

INS	O.C.M.W.	Gewaarborgd minimumaandeel
83034	Marche-en-Famenne	194.248,95
83040	Nassogne	35.981,32
83044	Rendeux	44.313,67
83049	Tenneville	31.571,98
83055	Manhay	24.387,89
84009	Bertrix	104.439,93
84010	Bouillon	86.883,15
84016	Daverdisse	8.305,07
84029	Herbeumont	11.867,08
84033	Léglise	22.408,73
84035	Libin	38.608,27
84043	Neufchâteau	66.665,79
84050	Paliseul	30.711,23
84059	Saint-Hubert	78.710,65
84068	Tellin	28.681,22
84075	Wellin	13.504,03
84077	Libramont-Chevigny	62.035,79
85007	Chiny	70.494,85
85009	Etalle	45.348,27
85011	Florenville	113.773,47
85024	Meix-devant-Virton	9.592,03
85026	Musson	27.415,98
85034	Saint-Léger	30.256,70
85039	Tintigny	13.569,46
85045	Virton	125.930,24
85046	Habay	51.575,93
85047	Rouvroy	16.592,59
91005	Anhée	59.644,53
91013	Beauraing	82.682,86
91015	Bièvre	40.392,28
91030	Ciney	166.958,41
91034	Dinant	121.283,55
91054	Gedinne	38.625,33
91059	Hamois	31.424,88
91064	Havelange	17.613,37
91072	Houyet	33.835,81
91103	Onhayé	25.391,64
91114	Rochefort	110.223,71
91120	Somme-Leuze	36.765,21
91141	Yvoir	52.089,81
91142	Hastière	76.075,36
91143	Vresse-sur-Semois	39.029,56
92003	Andenne	263.777,83
92006	Assesse	204.716,70
92035	Eghezée	69.030,59
92045	Floreffe	51.315,83
92048	Fosses-la-Ville	67.500,02
92054	Gesves	42.005,26
92087	Mettet	89.113,05
92094	Namen	1.403.606,60

INS	O.C.M.W.	Gewaarborgd minimumaandeel
92097	Ohey	22.078,48
92101	Profondeville	65.670,76
92114	Sombreffe	20.358,58
92137	Sambreville	336.584,21
92138	Fernelmont	45.619,08
92140	Jemeppe-sur-Sambre	207.381,03
92141	La Bruyère	26.598,23
92142	Gembloux	207.106,23
93010	Cerfontaine	27.962,17
93014	Couvin	153.174,48
93018	Doische	11.217,47
93022	Florennes	100.635,80
93056	Philippeville	94.933,23
93088	Walcourt	92.666,22
93090	Viroinval	89.065,87

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot vastlegging van de objectieve criteria voor de verdeling van het "Fonds spécial de l'aide sociale" die toekomt aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2069 (2009 — 1924)

[2009/202570]

30 AVRIL 2009. — Décret modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. — Erratum

L'article 109 du décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 2 juin 2009, à la page 39554, doit être rédigé comme suit :

"Art. 109. Toute demande de permis d'urbanisme, de lotir ou de modification du permis de lotir dont l'accusé de réception est antérieur à l'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction sur la base des dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent décret et tout permis d'urbanisme, de lotir ou de modification du permis de lotir octroyés, le cas échéant, se périmé sur la base des dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, toute modification d'un permis de lotir non périmé octroyé sur la base des dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent décret, dont l'accusé de réception est postérieur à l'entrée en vigueur de dispositions relatives au permis d'urbanisation, est instruite sur la base des dispositions relatives à l'instruction de la demande de modification du permis d'urbanisation. Dès que la construction autorisée sur la base du permis d'urbanisation octroyé fait l'objet de la déclaration visé à l'article 139 certifiant que les travaux sont réalisés et sont conformes au permis délivré, il est fait application de l'article 92, alinéa 2.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, lorsque tous les lots constructibles couverts par un permis de lotir sont construits, le collège communal constate que la valeur réglementaire des dispositions du permis de lotir est abrogée et que ces dispositions ont valeur de rapport urbanistique et environnemental.

Est abrogée la valeur réglementaire de tout plan de division contenu ou annexé à tout permis de lotir, non périmé, octroyé sur la base des dispositions d'application avant l'entrée en vigueur des dispositions relatives au permis d'urbanisation.

Les modifications apportées par le présent décret aux points 1^o et 2^o de l'alinéa 1^{er}, de l'article 154 du Code ne sont pas applicables aux permis de lotir délivrés avant l'entrée en vigueur des dispositions relatives au permis d'urbanisation ou délivrés sur la base de l'alinéa 2.

Les dispositions relatives au permis d'urbanisation et l'alinéa 3 de la présente disposition n'entrent en vigueur qu'à la date fixée par le Gouvernement.

Dans l'article 61, les mots « ou du procès-verbal de synthèse définitif » produisent leurs effets à dater du 27 février 2009."